

14-04-1999

06-03-1999

5²⁵ 686 / COF 1133**Prc tocole d'accord dans le secteur du tabac****Convention collective de travail pour les années 1999-2000, conclue le ~~10~~²⁵ mars 1999****Durée**

La cct est conclue pour une durée de deux ans, entrant en vigueur le 1er janvier 1999 et cessant de produire ses effets le 31 décembre 2000.

Mesures d'emploi

Prolongation des conventions existantes dans les trois sections en ce qui concerne la prépension conventionnelle à temps plein conformément à la cct n° 17 et en ce qui concerne la prépension à mi-temps.

Pouvoir d'achat

Augmentation salariale après l'adaptation à l'index et ce au 1er avril 1999 et au 1er avril 2000 de :

- F 4,30 dans la section des cigarettes
- F 4,00 dans la section des cigares/cigarillos
- F 4,00 dans la section du tabac de coupe

avec, sur base des salaires sectoriels de

- la 4e catégorie dans la section des cigarettes, soit 430,30 F au 01.01.1999
- la 3e catégorie dans la section des cigares, soit 353,85 F au 01.01.1999
- la 2e catégorie dans la section du tabac de coupe, soit 339,55 F au 01.01.1999

un décompte en octobre 2000 sur base de maximum 5,5 % index compris, en adaptant effectivement au 1er octobre 2000 les salaires.

Formation

0,20% de la masse salariale à utiliser pour des formations axées sur une plus value individuelle des travailleurs afin d'augmenter leurs chances sur le marché de l'emploi.
Ceci implique que même les formations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'entreprise peuvent apporter cette plus value précitée pour les travailleurs concernés, ce qui devrait apparaître d'ailleurs du rapport du conseil d'entreprise.

0,10 % de la masse salariale à utiliser pour ceux qui appartiennent aux groupes à risque tels que décrits dans le passé dans l'industrie du tabac,

et ce dans le cadre du droit à la formation professionnelle.

Un rapport à soumettre au conseil d'entreprise sera dressé sur l'utilisation des 0,20 % de la masse salariale. Une copie des résultats sera transmise au Fonds social de l'industrie des tabacs.

En cas de non-utilisation ou d'une utilisation partielle, la différence sera versée à ce Fonds social.

Puisque l'utilisation des 0,10 % de la masse salariale en faveur des groupes à risque est une obligation sectorielle, un rapport sera dressé à cette fin par le fonds social de l'industrie des tabacs à qui les 0,10 % seront transmis par les diverses entreprises.

Le Fonds est responsable de la gestion, du contrôle et de l'évaluation.

Intervention dans les frais de transport

- a) indemnité de F4/le km en cas de déplacement par bicyclette dès le 1er km sera d'application à partir du 1er avril 1999.
- b) transport public (trains, tram, autobus) : 80 % des frais réels avec un maximum de 80 % de la carte de train mensuelle pour une distance correspondante (livre des distances légales)
- c) autre transport : maintien du système existant en matière d'**indemnisation**.

Prime syndicale

- les prépensionnés : F 600
- les actifs : F 4200 pour l'année 1999 y compris les F 500 à titre d'intervention forfaitaire dans la formation syndicale
F 4500 pour l'année 2000

Indemnité de sécurité d'existence

Section cigarière : suppression de la limite maximale de 75 jours sur base annuelle

Ancienneté

Section cigarière : 6 jours, si > 30 ans de service et < 35 ans de service
7 jours, si > 35 ans de service

Prime de fin d'année

Section cigarière : extension à 60 jours du nombre de jours de maladie assimilés dans le calcul .

Petit chômage

Extension de la cct existante dans le secteur en ce qui concerne le décès des arrières grands-parents ou des arrières petits enfants

- habitant chez le travailleur : 2 jours à choisir par le travailleur dans la période débutant le jour du décès et se terminant le jour de l'enterrement ;
- non habitant chez le travailleur : le jour de l'enterrement ;

Politique de stress dans les entreprises

Recommandation

Dans le cadre de la politique de prévention à mener par l'employeur en vue de la santé et de la sécurité des travailleurs, telle que prévue à l'article 28bis du Règlement général pour la protection du travail, afin de prévenir ou de remédier aux problèmes d'ordre collectif dus entre autres aux techniques appliquées, l'organisation et/ou les conditions de travail, ainsi que l'influence des facteurs ambiants au travail, il est recommandé aux employeurs en collaboration avec le médecin du travail de dresser un inventaire des risques qui peuvent occasionner le stress.

Sur base de cet inventaire, une analyse de la situation de travail peut se faire en vue d'une évaluation de ces risques.

A cette fin, les employeurs peuvent passer à une interrogation des travailleurs.

Une fois les problèmes d'ordre collectif identifiés, et après l'avis du service médical du travail et du service de prévention et de protection, des mesures appropriées pourront être prises lorsqu'elles s'avèront nécessaires.

Au cas où l'employeur s'engage à une telle politique de prévention du stress comme il est recommandé, les travailleurs concernés prêteront, selon leurs possibilités, leur collaboration.

Comité d'entreprise européen

Recommandation

La fédération reconnaît l'importance de l'information aux travailleurs en la matière

Dès lors, il est recommandé aux employeurs de faire passer cette information par la voie la plus appropriée pour l'entreprise.

En outre chaque membre du comité d'entreprise européen a le droit de consulter et d'informer le conseil d'entreprise local.

Modalités de paiement de la formation syndicale

Le paiement se fait par l'employeur qui récupère les montants auprès du fonds social ; ces montants seront imputés sur les montants forfaitaires (800.000 F par organisation syndicale) prévus pour cette formation et repris dans la comptabilité du Fonds social.

Sa réalisation sera élaborée au sein du Fonds social.

Après 4 ans une évaluation des frais réels sera faite et quand nécessaire, il y aura concertation entre parties à ce sujet.

Disposition générale

Là où suite aux dispositions du présent protocole d'accord, on fait appel au conseil d'entreprise ou au comité de prévention et de protection, en cas de défaut de ces organes, on fera appel à la délégation syndicale conformément à la réglementation en vigueur.

Disposition spécifique

Les dispositions prévues dans la cct valable pour les années 1997-1998 qui n'ont pas été modifiées par le présent protocole d'accord seront prolongées telles quelles pour les années 1999-2000.

Disposition particulière

Le présent accord exclut toutes revendications avec une répercussion financière au niveau de l'entreprise et engage les parties concernées à garantir la paix sociale.

Annexe au protocole d'accord :

En cas de modifications essentielles de l'organisation du travail au niveau de l'entreprise, il faut qu'on puisse dialoguer au sujet de ces modifications au niveau de l'entreprise.

La présente annexe fait partie intégrale du protocole d'accord.

06-05-1999

NR.

50.686 /COF/133

14-04-1999

Protocol akkoord in de tabakssector**Collectieve arbeidsovereenkomst voor de jaren 1999-2000, gesloten op ²⁵ 14 maart 1999****Duurtijd**

De CAO heeft een duurtijd van 2 jaar, treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Tewerkstellingsmaatregelen

Verlenging van de bestaande overeenkomsten in de drie secties inzake het voltijdsconventioneel brugpensioen conform CAO 17 en inzake het halftijds brugpensioen.

Koopkracht

loonsverhoging na indexaanpassing op 1 april 1999 en 1 april 2000 van:

- F 4,30 in de de sigarettensectie
- F 4,00 in de sigaren/sigarillo's sectie
- F 4,00 in de kerftabaksectie

met op basis van de categorielonen van de:

- 4de catégorie in de sigarettensectie, zijnde 430,30 F op 01.01.1999
- 3de catégorie in de sigarettensectie, zijnde 353,85 F op 01.01.1999
- 2de catégorie in de kerftabaksectie, zijnde 339,55 F op 01.01.1999

een afrekening in oktober 2000 op basis van maximum 5,5%, index inbegrepen, waarbij de lonen effectief op 1 oktober 2000 worden aangepast.

Vorming

- 0,20% van de loonmassa te besteden aan opleidingen gericht op een individuele meerwaarde van de werknemers teneinde hun kansen te vergroten op de arbeidsmarkt.
Dit houdt in dat ook de opleidingen noodzakelijk voor de goede werking van de onderneming bovengenoemde meerwaarde voor de betrokkenen met zich kunnen brengen, hetgeen overigens zal moeten blijken uit het verslag van de ondernemingsraad.
- 0,10 % van de loonmassa te besteden aan diegenen behorende tot de risicogroepen zoals omschreven in het verleden in de tabaksindustrie,

in het raam van het recht op professionele vorming

Over de besteding van de 0,20 % van de loonmassa zal het verslag worden opgemaakt voor te leggen aan de ondernemingsraad en zal van het resultaat hiervan copie worden overgemaakt aan het Sociaal Fonds der tabaksverwerkende industrieën.

Bij niet of niet volledige besteding zal het verschil worden doorgestort aan dit Sociaal Fonds.

Aangezien de besteding van de 0,10 % van de loonmassa ten gunste van de risico-groepen een sectoriële verplichting uitmaakt, zal ten dieneinde een verslag worden opgemaakt door het Sociaal Fonds der tabakverwerkende Industrieën, aan wie de 0,10 % door de diverse ondernemingen worden overgemaakt.

Het Fonds staat in voor het beheer, de contrôle en evaluatie.

Tussenkostin de vervoerkosten

- a) fietsvergoeding aan 4F/km vanaf 1ste km, van toepassing vanaf 1 april 1999.
- b) openbaar vervoer : (trein, tram, bus) : 80 % van de reële kosten met een maximum van 80 % van de maandtreinkaart voor de overeenstemmende afstand (boek der wettelijke afstanden)
- c) ander vervoer : behoud van bestaande regeling inzake vergoeding.

Syndicale Premie

- bruggepensioneerden : F 600
- actieven: F 4200 met inbegrip van de F500 als forfaitaire tussenkomst in de syndicale vorming voor het jaar 1999 en
F 4500 voor het jaar 2000

Bestaanszekerheidsvergoedingen

sigarensectie: afschaffing van de maximumgrens van 75 dagen op jaarbasis

Ancienniteit

sigarensectie: 6 dagen zo > 30j. en < 35j. dienst
7 dagen zo > 35 jaar dienst

Eindejaarspremie:

sigarensectie: uitbreiding van het aantal gelijkgestelde ziektedagen in de berekening naar 60 dagen

Klein Verlet

Uitbreiding van de bestaande cao binnen de sector met betrekking tot het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen, namelijk:

- Indien inwonend: twee dagen te kiezen door de werknemer in de période die begint met de dag van het overlijden en eindigt met de dag van de begrafenis;
- Indien niet inwonend: de dag van de begrafenis;

Stressbeleid in de ondernemingen

Aanbeveling

In het raam van het voorkomingsbeleid te voeren door de werkgever met het oog op de gezondheid en veiligheid van de werknemers, voorzien bij artikel 28bis van het Algemeen règlement voor de Arbeidsbescherming, teneinde problemen van collectieve aard te wijten o.m. aan de toegepaste technieken, de arbeidsorganisatie en/of omstandigheden, evenals de invloed van omgevingsfactoren op het vwerk te voorkomen of te verhelpen, wordt aan de werkgevers aanbevolen een inventaris op te maken in samenvverking met de arbeidsaeneesheer van de risico's die stressveroorzakend kunnen vverken.

Op basis van die inventaris kan een analyse van de werksituatie worden opgemaakt met het oog op een evaiuatie van die risico's.

Hiertoe kan de werkgever o.m. overgaan tot een bevraging van de werknemers.

Eenmaal de problemen van collectieve aard geïdentificeerd, en na advies van de arbeidsgeneeskundige dienst en de dienst voor preventie en bescherming, kunnen passende maatregelen. waar nodig, worden genomen.

Indien de werkgever tot een dergelijk stressvoorkomingsbeleid overgaat zoals aanbevolen, zullen de betrokken werknemers naar vermogen, hun medewerking hieraan verlenen.

Europese ondernemingsraad

Aanbeveling

De Federatie onderkent het belang van **informatieter zake aan alle werknemers**.

De **werkgevers** wordt dan ook aanbevolen deze doorstroming van informatie te bewerkstelligen via de voor de **onderneming meest** geëigende weg.

Daarenboven is ieder **lid** van de Europese ondernemingsraad **ertoe** gerechtigd de lokale ondernemingsraad te raadplegen en te **informer**en.

Betalingsmodaliteiten van de syndicale vorming

De **betaling gebeurt** door de **werkgever** die de **gelden terugvordert** bij het Sociaal Fonds aan te rekenen op de forfaitaire bedragen (800.000 F per **vakbondsorganisatie**) **voorzien** voor deze vorming en opgenomen in de boekhouding van het Sociaal Fonds.

De **uitvoering hiervan** zal binnen het Sociaal Fonds worden **uitgewerkt**.

Na 4 jaar zal een evaluatie worden opgemaakt van de **reële** kosten en indien nodig, zullen **partijen** hierover overleg plegen.

Algemene bepaling

Waar ingevolge de **beschikkingen** van onderhavig protocol-akkoord beroep wordt gedaan op de ondernemingsraad of het comité voor preventie en bescherming zal, bij ontstentenis van die organen, overeenkomstig de bestaande reglementering beroep worden gedaan op de syndicale **afvaardiging**.

Specifieke bepaling

De bepalingen voorzien in de cao geldig voor de jaren 1997-1998 die niet werden gewijzigd door onderhavig protocol akkoord worden als dusdanig verlengd voor de jaren 1999-2000.

Bijzondere bepaling

Onderhavig akkoord sluit iedere eis met financiële weerslag in het vlak van de ondernemingen uit en verbindt de betrokken partijen **tot het waarborgen** van de sociale **vrede**.

Bijlage bij het protooi akkoord:

Bij fundamentele wijzigingen in de arbeidsorganisatie op ondernemingsvlak, moeten gesprekken over deze wijzigingen op ondernemingsvlak mogelijk zijn.

Onderhavige bijlage maakt integraal deel uit van het protocolakkoord.